

No. 21123

MULTILATERAL

Optional Additional Protocol to the International Telecommunication Convention (Málaga-Torremolinos, 1973) concerning the compulsory settlement of disputes. Concluded at Málaga-Torremolinos on 25 October 1973

Authentic texts: Chinese, English, French, Russian and Spanish.

Registered by the Secretary-General of the International Telecommunication Union on 28 June 1982.

MULTILATÉRAL

Protocole additionnel facultatif à la Convention internationale des télécommunications (Málaga-Torremolinos, 1973) concernant le règlement obligatoire des différends. Conclu à Málaga-Torremolinos le 25 octobre 1973

Textes authentiques: chinois, anglais, français, russe et espagnol.

Enregistré par le Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications le 28 juin 1982.

PROTOCOLE¹ ADDITIONNEL FACULTATIF À LA CONVENTION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS (MALAGA-TORREMOLINOS, 1973)²: RÈGLEMENT OBLIGATOIRE DES DIFFÉRENDS

Au moment de procéder à la signature de la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973)², les plénipotentiaires sous-signés ont signé le Protocole additionnel facultatif suivant relatif au règlement obligatoire des différends et faisant partie des Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires (Malaga-Torremolinos, 1973).

¹ Entré en vigueur le 19 février 1975, soit le trentième jour après la date de dépôt auprès du Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications du second instrument de ratification ou d'adhésion, conformément à l'article 3:

<i>Etat</i>	<i>Date du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion (a)</i>
Canada	20 janvier 1975
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	31 décembre 1974

Ultérieurement, le Protocole est entré en vigueur pour les Etats suivants le trentième jour après le dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications, conformément à l'article 3:

<i>Etat</i>	<i>Date du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion (a)</i>	<i>Date de l'entrée en vigueur</i>
Malte	30 janvier 1975 a	1 ^{er} mars 1975
Colombie	21 février 1975 a	23 mars 1975
Maurice	9 avril 1975	9 mai 1975
Pays-Bas	17 avril 1975	17 mai 1975
Fidji	17 avril 1975 a	17 mai 1975
Jordanie	28 mai 1975 a	27 juin 1975
Japon	17 juin 1975	17 juillet 1975
Australie	23 juin 1975	23 juillet 1975
Qatar	24 octobre 1975 a	23 novembre 1975
Gambie	3 novembre 1975 a	3 décembre 1975
Finlande	5 décembre 1975	4 janvier 1976
République centrafricaine	5 janvier 1976	4 février 1976
République de Corée	22 janvier 1976	21 février 1976
Liechtenstein	4 février 1976	5 mars 1976
Madagascar	17 mars 1976	16 avril 1976
Suisse	28 avril 1976	28 mai 1976
Suriname	22 juillet 1976 a	21 août 1976
Luxembourg	26 juillet 1976	25 août 1976
Paraguay	2 août 1976 a	1 ^{er} septembre 1976
Thaïlande	28 septembre 1976	28 octobre 1976
Barbade	1 ^{er} octobre 1976 a	31 octobre 1976
Emirats arabes unis	29 décembre 1976	28 janvier 1977
Suède	29 décembre 1976 a	28 janvier 1977
Chypre	31 décembre 1976	30 janvier 1977
Nouvelle-Zélande	7 janvier 1977	6 février 1977
Chili	31 janvier 1977 a	2 mars 1977
Togo	31 mars 1977	30 avril 1977
Sénégal	5 mai 1977	4 juin 1977
Autriche	17 mai 1977	16 juin 1977
Mali	22 septembre 1977	22 octobre 1977
Nicaragua	18 octobre 1977	17 novembre 1977
Zaire	23 janvier 1978	22 février 1978
Belgique	20 mars 1978	19 avril 1978
Uruguay	10 avril 1978 a	10 mai 1978
Côte d'Ivoire	25 septembre 1979	25 octobre 1979
Maroc	16 février 1981	18 mars 1981

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1209 et 1210, n° I-19497.

Les Membres de l'Union, parties au présent Protocole additionnel facultatif à la Convention internationale des télécommunications (Malaga-Torremolinos, 1973),

Exprimant le désir de recourir, pour ce qui les concerne, à l'arbitrage obligatoire pour la solution de tous différends relatifs à l'interprétation ou à l'application de la Convention ou des Règlements prévus à l'article 42 de celle-ci,

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1. A moins qu'un des modes de règlement énumérés à l'article 50 de la Convention n'ait été choisi d'un commun accord, les différends relatifs à l'application de la Convention ou des Règlements prévus à l'article 42 de celle-ci sont, à la demande d'une des parties, soumis à un arbitrage obligatoire. La procédure est celle de l'article 81 de la Convention dont le paragraphe 5 est modifié comme suit :

« 5. Dans le délai de trois mois à compter de la date de réception de la notification de la demande d'arbitrage, chacune des deux parties en cause désigne un arbitre. Si, à l'échéance de ce délai, l'une des parties n'a pas désigné son arbitre, cette désignation est faite, à la demande de l'autre partie, par le secrétaire général qui procède conformément aux dispositions des paragraphes 3 et 4 de l'article 81 de la Convention. »

Article 2. Le présent Protocole sera ouvert à la signature des Membres qui signeront la Convention. Il sera ratifié selon la procédure prévue pour la Convention et restera ouvert à l'adhésion des pays qui deviendront Membres de l'Union.

Article 3. Le présent Protocole entrera en vigueur le même jour que la Convention ou le trentième jour suivant la date de dépôt du second instrument de ratification ou d'adhésion, mais au plus tôt lors de l'entrée en vigueur de la Convention.

Pour chaque Membre qui ratifiera le présent Protocole ou y adhérera après son entrée en vigueur, ce Protocole entrera en vigueur le trentième jour après le dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 4. Le secrétaire général notifiera à tous les Membres :

- a) Les signatures apposées au présent Protocole et le dépôt des instruments de ratification ou d'adhésion ;
- b) La date à laquelle le présent Protocole entrera en vigueur.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Protocole en un exemplaire dans chacune des langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe, le texte français faisant foi en cas de contestation ; cet exemplaire restera déposé aux archives de l'Union internationale des télécommunications, laquelle en remettra une copie à chacun des pays signataires.

FAIT à Malaga-Torremolinos, le 25 octobre 1973.

Pour la République d'Afghanistan :
[For the Republic of Afghanistan]:

AZIZULLAH ZAHIR
S. M. NACIM ALAWI

Pour l'Australie :
[For Australia]:

EVAN SAWKINS
A. M. SMITH
E. SANDBACH
S. C. MOON
K. F. GREEN

Pour l'Autriche :
[For Austria]:

R. PABESCHITZ
K. VAVRA
J. BAYER

Pour la Belgique :
[For Belgium]:

ROBERT VAES
ALBERT AERTS

Pour l'Union de Birmanie :
[For the Union of Burma]:

U KHIN MAUNG TUN
U HLA THAW

Pour la République fédérative du Brésil :
[For the Federative Republic of Brazil]:

HERVÉ BERLANDEZ PEDROSA
CLAUDIO CASTANHEIRA BRANDÃO
JOÃO SANTELLI JUNIOR
ANTONIO HUMBERTO DOS CAVALCANTI DE
ALBUQUERQUE E FONTES BRANCA
HILTON SANTOS
AUGUSTO CEZAR GUIMARÃES RIBAS
ENÉAS MACHADO DE ASSIS
JOSÉ ANTONIO MARQUES

Pour la République du Burundi :
[For the Republic of Burundi]:

MELCHIOR BWAKIRA
SATURNIN SEMUHERERE
ALBERT NTIBANDETSE
ROMAIN NZOBAKENG

Pour la République-Unie du Cameroun :
[For the United Republic of Cameroon]:

EMMAN. T. EGBE
JEAN JIPGUEP

Pour le Canada :
[For Canada]:

DE MONTIGNY MARCHAND
ANITA SZLAZAK

Pour la République centrafricaine :
[For the Central African Republic]:

JOSEPH ANTOINE GOALO
FIDELE MANDABA-BORNOU
JEAN-CYRILLE KOUNKOU
JEAN-MARIE SAKILA

Pour la République de Chypre :
[For the Republic of Cyprus]:

R. MICHAELIDES

Pour la République populaire du Congo :
[For the People's Republic of the Congo]:

JEAN-PIERRE BOUMBOU
JEAN-GABRIEL OKELI
ROGER RIZET

Pour la République de Corée :
[For the Republic of Korea]:

HEUNG SUN SHIM
SEH KWAN OH

Pour Costa Rica :
[For Costa Rica]:

HÉCTOR SÁNCHEZ MIRANDA

Pour la République de Côte d'Ivoire :
[For the Republic of Ivory Coast]:

SOULEYMANE CISSOKO
KOUASSI APETE
CHRISTOPHE NOGBOU
AKA BONNY LEON
BROU YAPO SAMSON

Pour la République du Dahomey :
[For the Republic of Dahomey]:

TAOFIQUI BOURAIMA
EMMANUEL MOUDJIBOU

Pour la République dominicaine :
[For the Dominican Republic]:

ANSELMO PAULINO-ALVAREZ

Pour la République arabe d'Egypte :
[For the Arab Republic of Egypt]:

Dr. M. M. RIAD
M. F. ELBADRAWY
M. A. SEDKY
T. N. EKDAWI
H. S. ABOU ALY

Pour la République de El Salvador :
[For the Republic of El Salvador]:

VICENTE SÁNCHEZ HERNÁNDEZ
OSCAR EDGARDO LARA

Pour les Emirats arabes unis :
[For the United Arab Emirates]:

HALIM FANOUS

Pour la Finlande :
[For Finland]:

OIVA SALOILA
V. A. JOHANSSON

Pour la République gabonaise :
[For the Gabonese Republic]:

THOMAS SOUAH
STANISLAS EWORE

Pour la Grèce :
[For Greece]:

IOANNIS KOUTRAFOURIS
ARCHELAOS TSAROUCHAS

Pour la République de Haute-Volta :
[For the Republic of Upper Volta]:

M. SIMPORE
J. BALIMA
D. NIKIEMA
D. SANON

Pour la République d'Indonésie :
[For the Republic of Indonesia]:

SOEHARDJONO
J. SUTANGGAR TENGKER
M. K. M. MANGOENDIPRODJO
W. M. MANGOENDIPRODJO
HIRO TUGIMAN

Pour le Japon :
[For Japan]:

SHOJI SATO
YASUO MAKINO
MOTOICHI MASUDA
MASAO MIYAKE

Pour la République khmère :
[For the Khmer Republic]:

CHUM SIRATH

Pour le Royaume du Laos :
[For the Kingdom of Laos]:

KHAMLEUANG SAYARATH
FOY SOUVANLASY
THAO BO

Pour le Liban :
[For Lebanon]:

MAURICE GHAZAL
HASSANE EZZEDINE
ELIE EID

Pour la République du Libéria :
[For the Republic of Liberia]:

TAYLOR E. MAJOR
SAMUEL H. BUTLER, Sr.
MARY E. PAASEWE

Pour la Principauté de Liechtenstein :
[For the Principality of Liechtenstein]:

Dr. BENNO BECK

Pour le Luxembourg :
[For Luxembourg]:

L. BERNARD

Pour le Malawi:

[For Malawi]:

NYEMBA W. MBEKEANI
W. S. COWIE
S. J. F. S. MJIKA

Pour la République malgache:

[For the Republic of Madagascar]:

EDSON RAHALISON

Pour la République du Mali:

[For the Republic of Mali]:

MAMADOU SOW
MAMADOU SIDIBE

Pour le Royaume du Maroc:

[For the Kingdom of Morocco]:

M. BEN ABDELLAH
L. BOUTAMI

Pour Maurice:

[For Mauritius]:

K. S. PYNDIAH

Pour la République islamique de Mauritanie:

[For the Islamic Republic of Mauritania]:

MOUSTAPHA N'DIAYE

Pour le Népal:

[For Nepal]:

RAM PRASAD SHARMA

Pour le Nicaragua:

[For Nicaragua]:

FLORENCIO A. MENDOZA G.
MANUEL CASTILLO J.
ANTONIO A. MULLHAUPT

Pour la Nouvelle-Zélande:

[For New Zealand]:

A. W. BROCKWAY
N. A. WYLIE

Pour Papua-Nouvelle-Guinée :
[For Papua New Guinea]:

S. KULUPI
G. J. PERKINS

Pour le Royaume des Pays-Bas :
[For the Kingdom of the Netherlands]:

PHILIP LEENMAN

Pour le Pérou :
[For Peru]:

GERMÁN PARRA HERRERA
JUAN M. AGUAYO DEL R.
JORGE HERAUD PÉREZ

Pour la République des Philippines :
[For the Republic of the Philippines]:

CEFERINO S. CARREON
PEDRO P. VILLASENOR
CALIXTO V. ESPEJO
ANTONIO B. ESCALANTE

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :
[For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland]:

H. A. DANIELS
T. U. MEYER
H. C. GREENWOOD
P. C. SANDERS
W. G. MOORE

Pour la République du Sénégal :
[For the Republic of Senegal]:

IBRAHIMA N'DIAYE
MAME N'DARAW CISSE
LEON DIA

Pour la Sierra Leone :
[For Sierra Leone]:

A. E. FERGUSON-NICOL

Pour la République de Sri Lanka (Ceylan) :
[For the Republic of Sri Lanka (Ceylon)]:

H. D. S. A. GUNAWARDENA

Pour la Confédération suisse :
[For the Swiss Confederation]:

FRITZ LOCHER
B. DELALOYE
J. VALLOTON
R. RUTSCHI
TH. MOECKLI-PELET

Pour la République du Tchad :
[For the Republic of Chad]:

J. BENANE

Pour la Thaïlande :
[For Thailand]:

SRIBHUMI SUKHANETR
SUTHORN LIMPISTHIEN
MAHIDOL CHANTRANGKURN
KOWIT SURAPUNTHU

Pour la République togolaise :
[For the Togolese Republic]:

WILLIAM OSSEYI
ANDRE DO AITHNARD
SETH NENONENE

Pour la Tunisie :
[For Tunisia]:

HABIB BEN CHEIKH
BRAHIM KHOUADJA
MOHAMED HACHICHA
HEDI ZEGHAL
GHANOUCI SADOK
AZIZ LADJIMI
ZOUHIR BENLAKHAL
CHEDLY HELAL

Pour la République arabe du Yémen :
[For the Yemen Arab Republic]:

A. DHAIFULLAH
S. A. EL-SINDY

Pour la République démocratique populaire du Yémen :
[For the People's Democratic Republic of Yemen]:

ALI M. ALHAWTARY
ALI A. BASAHI

Pour la République du Zaïre :
[For the Republic of Zaïre]:

MPEMBELE MUNTU
YOKO YAKEMBE
N'SIALA MAVAMBU
NKUBITO-YA-RUGANGO
